

Guillaume Duval

# L'impasse de la décroissance

Les thèses décroissancistes progressent. Pourtant, comme cela avait été le cas au siècle dernier avec la radicalisation du mouvement ouvrier autour du léninisme, une radicalisation de la mouvance écologique autour du discours pour la décroissance risque fort de l'enfermer dans une impasse politique dangereuse.

**E**n l'espace de quelques années, le discours en faveur de la « décroissance » a conquis une place significative dans le débat public français. Et cela bien au-delà des marges du mouvement écologiste influencées par des publications radicales comme le mensuel *L'écologiste*, la revue *Silence* ou encore, nouveau venu plus récent sur ce créneau, le bimestriel *La décroissance*. Serge Latouche, principal penseur décroissanciste français, a publié plusieurs grands articles dans *Le Monde diplomatique*, bible de la mouvance altermondialiste, le journaliste Hervé Kempf consacre à la décroissance des articles élogieux dans *Le Monde*, quotidien de référence des élites françaises, Pierre Rabhi, quasi candidat de la mouvance décroissanciste aux élections présidentielles de 2002, dialogue aimablement avec Nicolas Hulot, écologiste officiel de TF1 et de la Chiraquie dans un livre grand public, les discours et les écrits récents d'Yves Cochet se teintent eux aussi de forts accents décroissancistes.

## **Un slogan d'agit-prop, mais pas un axe de programme politique**

Une telle radicalisation n'est pas forcément surprenante au vu de l'ampleur des problèmes écologiques auxquels l'humanité est confrontée, de l'urgence d'une réorientation profonde des modes de production et de consommation et, *last but not least*, du maigre bilan des efforts engagés à l'échelle mondiale depuis que la communauté internationale

a fait sienne la notion de développement durable, il y a déjà quatorze ans. Depuis la crise de la fin des années 1970 et le développement du chômage de masse, la critique du productivisme avait beaucoup perdu de sa vigueur: toute activité économique supplémentaire, quelle qu'en soit la nature, semble de nouveau bonne à prendre si elle offre des perspectives d'emploi. En poussant à s'interroger sur le sens de toutes les productions et de toutes les consommations, les partisans de la décroissance contribuent donc incontestablement à ramener l'économie à sa véritable place: un moyen au service des objectifs que l'humanité se donne et non une fin en soi. En tant que mot d'ordre d'agit-prop, la décroissance joue donc un rôle plutôt positif, mais il n'en va plus du tout de même si on commence à prendre ce slogan au sérieux pour en faire l'axe d'un véritable programme politique. Comme cela avait été le cas au siècle dernier avec la radicalisation du mouvement ouvrier autour du léninisme, une radicalisation de la mouvance écologique autour du discours décroissantiste risque fort de l'enfermer dans une impasse politique dangereuse. Non seulement en termes d'efficacité politique, c'est-à-dire de capacité à changer réellement le monde, mais aussi du fait des valeurs profondément réactionnaires qui sous-tendent le discours décroissantiste quand on le prend au pied de la lettre.

### **Pour une démarche réformiste**

Le développement durable est une démarche fondamentalement réformiste: ses partisans pensent en effet pouvoir réorienter le développement économique de manière à concilier la poursuite d'une certaine croissance économique au Nord avec le rattrapage du Sud, tout en préservant les ressources nécessaires aux générations futures. Qu'il faille faire rapidement décroître la consommation d'énergies fossiles ou de matières premières non renouvelables, tous les partisans sérieux du développement durable en sont eux aussi absolument convaincus. Mais ils pensent qu'on peut y parvenir sans pour autant renoncer aux usages correspondants: on pourrait selon des auteurs comme Richard Von Weiszäcker ou Lester Brown ou encore l'association négaWatt par exemple diminuer par quatre, voire par dix, la consommation des matières premières en concevant mieux les produits, en organisant systématiquement leur recyclage, etc. Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres. Depuis que ce concept a été adopté avec enthousiasme, tant par les institutions internationales que par la plupart des dirigeants politiques et économiques du monde, peu de réalisations sont à mettre au compte du développement durable. Ce contraste entre la ferveur des discours et la pauvreté des actions contribue à saper sa crédibilité.



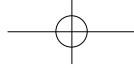
En particulier en France, dont le chef de l'État se gargarise de grands discours à ce sujet dans les enceintes internationales sans faire quoi que ce soit de significatif pour réorienter les politiques publiques dans le pays qu'il préside. À cela s'ajoute l'usage marketing intensif que font les multinationales de cette notion sans qu'on puisse remarquer d'inflexion majeure dans leurs pratiques réelles. De quoi attiser la méfiance.

Ces difficultés s'expliquent en partie: même si tout le monde a à y gagner à long terme, les mesures à prendre à court terme mettent en cause de nombreuses situations acquises. Chacun attend que les autres fassent le premier pas et espère pouvoir jouer les « passagers clandestins » en profitant gratuitement de leurs efforts. À cela s'ajoutent les formidables disparités Nord-Sud qui compliquent la recherche de tout compromis international. La situation est d'autant plus difficile à débloquent qu'il n'existe pas d'instance internationale forte capable, au nom de l'intérêt général mondial, de siffler la fin de la récréation. Mais pour les partisans de la décroissance, les défauts du concept de développement durable sont plus profonds: s'il a tant de mal à peser sur la réalité, c'est parce que fondamentalement cette démarche n'est pas assez radicale. « Il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, explique régulièrement Serge Latouche, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. » À bas la réforme, vive la révolution écologique!

Ce discours rencontre un succès croissant, bien que les fondements des thèses décroissancistes soient très contestables. Tout en se voulant une critique radicale du scientisme productiviste, le discours décroissanciste s'inscrit tout d'abord lui-même dans cette filiation. Les partisans de la décroissance s'appuient en effet sur une approche thermodynamique de la vie et de l'économie, dans la foulée de l'œuvre de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen<sup>1</sup>. Le second principe de la thermodynamique, appelé en France principe de Carnot, montre en effet que, dans un système fermé, l'énergie ne peut que se dégrader et l'entropie, c'est-à-dire le désordre, augmenter. Les partisans de la décroissance appliquent sans précaution ce principe à notre planète et en déduisent « scientifiquement » un de leur slogan fétiche: « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou... ou un économiste. » Mais cette assimilation ne tient pas la route un instant: la Terre n'est pas un système fermé. Si la vie s'y est développée de façon de plus en plus structurée et complexe et

**1** Voir dans ce numéro l'article de Denis Clerc.





si elle s'y maintient malgré le second principe de la thermodynamique, c'est parce que notre planète reçoit en permanence d'importants flux d'énergie en provenance du Soleil. C'est d'ailleurs toujours sur une exploitation directe ou indirecte plus efficace de ces flux que misent les éco-économistes, comme l'américain Lester Brown<sup>2</sup> ou l'allemand Hermann Scheer<sup>3</sup>, pour permettre un développement durable. Et tant que le Soleil brillera, il n'y a pas de limite « scientifique » incontournable au développement de l'activité économique sur Terre, en dehors naturellement des catastrophes écologiques potentiellement déclenchées par l'activité humaine elle-même. L'espèce humaine et plus généralement la vie sur Terre n'ont, c'est vrai, aucune raison d'être éternelles. Le jour où le Soleil, comme toute étoile, cessera de briller, un grave problème se posera indubitablement. Mais en attendant de trouver la solution à cette difficile question, nous avons déjà suffisamment à faire pour éviter que cette fin n'intervienne prématurément du fait de notre propre activité.

Sur le plan de la mécanique économique elle-même, la décroissance, c'est-à-dire le recul de l'activité au sein d'une économie monétaire, n'a aucune chance de permettre la résolution des problèmes écologiques auxquels nous sommes confrontés. De quoi s'agit-il en effet ? De transformer en un temps très court l'ensemble de nos manières de consommer et de produire, la construction de nos maisons, de nos villes, nos moyens de transport, la plupart des procédés industriels aujourd'hui utilisés... Une telle réorientation massive de l'appareil de production et des modes de consommation nécessite un effort colossal d'investissement. Un effort qui par lui-même est générateur de croissance, c'est la base en particulier de tous les discours sur les bienfaits pour l'emploi que l'écologie pourrait engendrer<sup>4</sup>. Mais c'est aussi un effort qui serait difficilement envisageable dans un contexte de décroissance car, en l'absence de croissance, les sociétés ne toléreraient pas qu'on prélève une part significative des richesses dans ce but, même si une partie de cet effort peut être financée par la réorientation de dépenses existantes. Les décroissancistes français se sont souvent prononcés contre le Traité

<sup>2</sup> Voir notamment le site [www.earth-policy.org](http://www.earth-policy.org).

<sup>3</sup> *Le solaire et l'économie mondiale*, Hermann Scheer, Éd. du Seuil, 2001.

<sup>4</sup> Voir dans ce numéro l'article d'Éva Sas.

constitutionnel européen l'an dernier, et ils rejoignent généralement les critiques exprimées à gauche à l'égard des politiques monétaristes de l'Union européenne. Pourtant, les politiques suivies à ce niveau depuis vingt-cinq ans ont été un grand succès en matière de freinage de la croissance et Jean-Claude





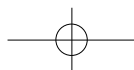
Trichet, le patron de la Banque centrale européenne, est en pratique, et quoi qu'il en dise, un des décroissancistes les plus actifs à l'œuvre sur la planète. Mais personne n'a constaté que la croissance très lente que l'Europe a connue depuis vingt-cinq ans ait été favorable à une réorientation écologique de l'appareil productif, bien au contraire. Cela ne signifie pas bien sûr qu'il suffirait que la croissance revienne pour que l'économie se réoriente automatiquement de façon écologique. Cela reste en tout état de cause un combat très difficile, qui nécessite une forte dose de volontarisme politique et d'intervention publique. Mais ce volontarisme n'a de chance d'être efficace et socialement accepté que dans un contexte de croissance relativement soutenue du produit intérieur brut (PIB).

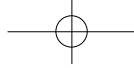
### **La décroissance repose sur une vision du monde passéiste**

La critique du développement durable par les tenants de la décroissance ne relève cependant pas seulement, ni même principalement, d'une discussion savante sur les principes de la thermodynamique et sur la faisabilité ou non de la dématérialisation de l'économie. Elle résulte d'abord d'une vision du monde passéiste : pour la plupart de ceux qui défendent cette idée, il faut s'engager sur le chemin de la décroissance parce qu'au fond « c'était mieux avant ». Avant qu'il y ait la croissance, avant la révolution industrielle. « Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement », souligne Serge Latouche<sup>5</sup>. « C'est parce que la société vernaculaire a adapté son mode de vie à son environnement qu'elle est durable, renchérit Edward Goldsmith, le patron du mensuel *The Ecologist*, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre<sup>6</sup>. » La critique de la société de consommation et les crises écologiques que nous traversons ont tordu le cou au scientisme positiviste hérité du XIX<sup>e</sup> siècle. Hormis quelques scientifiques résiduels, plus personne ne croit aujourd'hui que, grâce au progrès scientifique et technique, l'humanité se dirigerait mécaniquement vers un avenir radieux. Et c'est très bien ainsi. Ce n'est pas une raison pour inverser la proposition et idéaliser le passé. La pollution et la dégradation de l'environnement ne datent pas d'aujourd'hui quand on songe à la disparition de la civilisation qui habitait l'île de Pâques du fait d'une déforestation excessive. Et le niveau de la pollution des rues de Paris au Moyen Âge rebutait aisément les âmes sensibles...

<sup>5</sup> Texte paru dans la revue *Silence* en octobre 2002.

<sup>6</sup> E. Goldsmith, *Le défi du XXI<sup>e</sup> siècle*, Éd. Le Rocher, 1994, page 330.

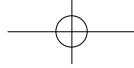




De plus la relation à l'environnement ne peut être dissociée de l'ensemble des rapports sociaux qui caractérisent une société. Dans les sociétés traditionnelles, non seulement la vie matérielle était très difficile du fait de la faible productivité qu'entraînait une division du travail embryonnaire, mais les relations entre les différentes couches sociales ou encore entre les hommes et les femmes étaient marquées par de profondes inégalités, une très grande violence et le poids d'un obscurantisme omniprésent. Le côté folklorique de ces sociétés traditionnelles nous est aujourd'hui souvent sympathique, mais c'est parce que nous ne comprenons plus comment elles fonctionnaient réellement : il faut lire les analyses d'auteurs comme René Girard pour saisir les ressorts violents que cachent les rituels colorés qui nous plaisent tant. Malgré tous les crimes et les guerres qui ont marqué cette période, la formidable croissance de l'économie monétaire intervenue depuis deux siècles est indissociable du développement de la démocratie et de la problématique du respect des droits humains. Malgré tous ses défauts, le salariat constitue bien une forme supérieure de rapports sociaux par rapport à l'esclavage et au servage. Faudrait-il rétablir le féodalisme pour espérer sauver l'environnement ? La monétarisation de nombreux aspects de la vie sociale – éducation, fabrication des vêtements, repas, etc. – a conditionné en particulier la marche vers davantage d'égalité entre les hommes et les femmes, en se substituant à l'autoproduction au sein de la famille.

Le discours décroissant connaît un certain succès dans les milieux altermondialistes car elle entre en résonance avec le discours de ceux qui veulent réduire la sphère de l'économie au nom de la lutte contre la « marchandisation du monde ». Ils assimilent volontiers le développement de l'économie monétaire à celui de rapports exclusivement marchands, à une marchandisation du monde. Que les multinationales et de nombreux acteurs de poids souhaitent aller dans ce sens ne fait aucun doute, mais la réalité de la dynamique économique est différente : l'économie monétaire n'a jamais été une économie purement marchande. Et elle l'est de moins en moins : aujourd'hui, à peu près la moitié des richesses produites dans les pays développés échappent à cette logique marchande, via les impôts et la protection sociale. Et quoi que disent les dirigeants politiques libéraux, cette proportion continue plutôt à croître, même aux États-Unis ou au Royaume-Uni. En revanche, si on devait s'engager sur le chemin de la décroissance, il est probable que ce serait cette part socialisée de l'économie monétaire qui décroîtrait la première. C'est en tout cas l'expérience qu'on peut tirer des menaces que fait peser sur le niveau de la protection sociale la





croissance très lente que connaît l'Europe depuis vingt ans. Sur le plan économique, un des moyens privilégiés pour corriger les déséquilibres écologiques consiste, par exemple, à donner une valeur monétaire à des choses qui sont gaspillées aujourd'hui parce que leur usage est gratuit. Il ne s'agit pas forcément d'un prix de marché : cela se fait et se fera souvent par le biais d'écotaxes. Une telle démarche signifie cependant que la solution des problèmes écologiques exige non pas une réduction de la sphère de l'économie monétaire, comme le voudraient les défenseurs de la décroissance, mais au contraire son extension.

Au-delà du jugement porté sur le « bon vieux temps », le discours décroissant est fondé également sur une vision classique mais erronée de la relation homme-nature : les hommes agresseraient une nature à laquelle ils seraient fondamentalement étrangers. Et s'ils se décidaient enfin à la laisser tranquille, tout irait mieux. Une idée qui ne résiste guère, elle non plus, à l'examen. Depuis la nuit des temps, les hommes sont inextricablement mêlés aux autres espèces vivantes dans la nature qu'ils ont irréversiblement transformée : les paysages ruraux que l'on présente aujourd'hui volontiers comme « naturels » pour les opposer aux villes défigurées par le béton et la publicité sont, dans la plupart des cas, eux-mêmes le résultat de millénaires d'action formatrice des hommes. Cette transformation a certes connu une vive accélération depuis deux siècles, mais cette accélération elle-même fait qu'il n'y a plus de retour en arrière possible : le remodelage que nous avons fait subir à la nature est largement irréversible. Les vaches Holstein se sont définitivement substituées aux aurochs. Ce faisant, nous avons effectivement créé de graves déséquilibres qui aujourd'hui menacent la vie sur Terre. Mais notre seule chance de pouvoir les corriger à temps, c'est de progresser plus rapidement encore dans la compréhension et la maîtrise de notre environnement. D'accentuer donc encore l'artificialisation du monde. Tout en enserrant beaucoup plus le processus d'innovation scientifique et technique dans un cadre démocratique, afin de ne plus laisser les docteurs Folamour et autres entrepreneurs cupides faire courir des risques inconsidérés à l'environnement.

Face aux difficultés massives de mise en œuvre d'un développement durable, la radicalisation du discours écologique progresse donc autour des idées de décroissance. Et cela bien que ce mot d'ordre soit largement fondé sur des idées fausses et réactionnaires. L'urgence écologique est évidente, mais l'impatience et la tentation radicale risquent de se révéler une fois de plus mauvaises conseillères : la tentation paraît forte de répéter au XXI<sup>e</sup> siècle les erreurs commises au XX<sup>e</sup> face à l'urgence





sociale. Avec toutes les conséquences dramatiques qu'elles ont eues. Le meilleur moyen d'éviter cet écueil consisterait à ce que les écologistes réformistes fassent désormais rapidement la preuve qu'ils sont capables de transformer le monde suffisamment vite et suffisamment fort. Une démonstration qui n'avait pas été faite quand les écologistes avaient, pour la première fois, participé au gouvernement en France entre 1997 à 2001. Il y a urgence, écologique et politique, à la réussir dès les prochaines échéances électorales...

